

LES BRICS :TIGRES DE PAPIER OU GEANTS MECONNUS ?¹*Dan M. Kraft²***RESUME**

L'insertion des pays des BRICS sur le marché mondial s'est faite à des vitesses et des échelles différentes, transformant l'initiative de les regrouper sous une seule forme en quelque chose d'artificiel, voire stérile. La tentation des opérateurs de marché et des spécialistes de la gouvernance économique mondiale de limiter les pays des BRICS à un bloc, à l'image de l'explosion des accords régionaux des années 90 en raison de la création de l'OMC, a été un exercice théorique parfois utile. L'élargissement des BRICS+ (incluant l'Iran, l'Arabie saoudite et autres) peut regrouper 45 % de la population mondiale et 35 % du PIB mondial (Banque de France, 2024), mais cela se traduirait en une puissance susceptible d'évoluer vers une coordination monétaire et stratégique, voire militaire? Les problèmes ne se limitent pas aux chiffres impressionnants, mais à la gouvernance et à la légitimité représentative des BRICS. Cet article fait une analyse transversale entre attentes et réalités visant à déchiffrer le mythe.

SUMMARY

The integration of BRICS countries into the global market has occurred at different speeds and scales, transforming the initiative to group them under a single framework into something artificial, even sterile. The temptation of market operators and global economic governance specialists to confine the BRICS to a single bloc, akin to the surge of regional agreements in the 1990s due to the creation of the WTO, has been a theoretical exercise that is sometimes useful. The expansion of BRICS+ (including Iran, Saudi Arabia, and others) could encompass 45% of the global population and 35% of global GDP (Bank of France, 2024), but would this translate into a power capable of evolving toward monetary and strategic, or even military, coordination? The challenges are not limited to impressive figures but extend to the governance and representative legitimacy of the BRICS. This article provides a cross-cutting analysis between expectations and realities, aiming to decipher the myth.

INTRODUCTION

L'insertion des pays des BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine et, après 2010, l'Afrique du Sud - sur le marché mondial s'est faite à des vitesses et des

¹ Présenté lors du Colloque « L'irruption des BRICS sur la scène internationale : analyse critique et pluridisciplinaire de la nouvelle gouvernance mondiale » les 29 et 30 mai, 2025, à la Faculté de Droit de L'Université de Montréal, sous l'égide de la Chaire en gouvernance et droit du commerce international et le CDACI – Centre de Droit des Affaires et du Commerce International. Publié dans SSRN simultanément dans *l'attente de publication dans la Revue Thémis*.

² Chargé de Cours et membre élu au Conseil de la Faculté de Droit de l'Université de Montréal (mandat 2026-2029), chercheur associé au CDACI, membre du Barreau du Brésil.

échelles différentes. La création et la dénomination du regroupement fut lancée par le marché financier ³. Cela visait regrouper des pays n'ayant pas grandes choses en commun, sauf l'attrait d'un potentiel de croissance rapide, sous la perspective de l'année 2001, attirant des investissements.

Cette idée fut bien reçue non seulement par le marché financier, mais surtout par les pays eux-mêmes, provoquant la création d'un espace de dialogue explorant leurs ressemblances. Le fait qu'ils ont donnés une contribution anticyclique importante à la crise économique après 2008⁴ les qualifia pour devenir des grands joueurs planétaires.

Issu d'un concept flou, visant l'évaluation du risque souverain par des investissements, le regroupement ne configura pas un bloc régional sous la description et perspective de l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, du 30 octobre 1947⁵.

L'apparition du BRICS fut un phénomène commémoré par la communauté mondiale suivant une vague régionaliste issue de la création de l'Organisation Mondiale du Commerce - OMC. Dès lors, toutes les initiatives de dialogues intra-régions furent stimulées, même si plusieurs demeuraient des exercices plutôt théoriques, sans des résultats tangibles⁶.

L'élargissement du groupe, nommé d'ailleurs BRICS+, devrait inclure la République Islamique de l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats Arabes Unis⁷ regroupant ainsi 45 % de la population⁸ et 28 % du PIB mondial⁹. En théorie ce serait la base d'une puissance susceptible d'évoluer vers une coordination monétaire et stratégique, voire militaire, entre ses membres.

3 L'expression BRICS a été introduite par Jim O'Neill, économiste en chef de Goldman Sachs, dans un rapport publié en novembre 2001 intitulé "Building Better Global Economic BRICs" (Global Economics Paper No. 66), facilitant identifier, pour des fins d'investissement et évaluation de risque, les économies émergentes à croissance (potentiellement) accélérée. Récupéré de <https://www.goldmansachs.com/insights/goldman-sachs-research/building-better>

4 Mario LETTIERI et Paolo RAIMONDI (2009). « BRICs Drive Global Economic Recovery ». IMF Survey Magazine, [s.n.], [s.p.]. Récupéré de <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/sorea072209a> ; Rosa-Luxemburg-Stiftung (Éd.). (2013). "The BRICS: Competition and Crisis in the Global Economy". Rosa-Luxemburg-Stiftung. Récupéré de <https://www.rosalux.de/en/publication/id/4047/the-brics-competition-and-crisis-in-the-global-economy>; Irina Gabriela RĂDULESCU, Mirela PANAIT, et Cătălin VOICA (2014), "BRICS Countries Challenge to the World Economy New Trends". Procedia Economics and Finance, 8, 605-613. [https://doi.org/10.1016/S2212-5671\(14\)00135-X](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(14)00135-X)

5 Récupéré de https://www.wto.org/french/docs_f/legal_f/gatt47_f.pdf

6 Craig R. MACPHEE et Wiwat SATTAYANUWAT (2014). « Consequence of Regional Trade Agreements to Developing Countries », The Journal of Economic Integration, vol. 29, n° 1, p. 64-94

7 Récupéré de <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bric>

8 House of Commons Library. (2025). "BRICS: An Expanding Economic Alliance". House of Commons Library. Récupéré de <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10136/>

9 World Economic Outlook, April 2024. FMI. Récupéré de <https://www.imf.org/en/Publications/WEO>

La gouvernance et la légitimité représentative des BRICS+, où de la Chine, qui pèse 52 % du PIB des BRICS, crée une difficile coexistence entre des pays dont la plupart divergent sur leurs idéologies et leurs stratégies, tant régionales que mondiales. Cela crée des défis similaires ou encore plus accentuées que les initiatives régionales frustrées enregistrées depuis les années 1990.

L'aspect idéologique semble jouer un rôle important pour les incitateurs du regroupement, notamment dans le milieu politique, s'éloignant des conditions naturelles de convergences des peuples pour un avenir prometteur, comme on examinera ensuite.

Les leçons de Nye¹⁰ seront importantes à cet égard, lorsqu'il met sous la loupe que des considérations politiques et géostratégiques peuvent supplanter des dynamiques sociologiques ou interculturelles entre nations pour justifier leur regroupement.

Ces processus manqueraient fréquemment de contribution réelle des populations concernées, qui demeurent passives face à des négociations élitistes et sans concurrence ou mobilisation de la société, limitant leur légitimité, vitalité et perspectives temporelles. Ainsi, selon démontré par Aidt et Gassebner¹¹, les autocraties sont bien moins vigoureuses dans le commerce international, surtout en ce qui concerne l'ouverture de leurs marchés pour l'importation.

Il nous semble pertinent, basé sur les expériences régionales du passé entre des nations en voie de développement ou à croissance accélérée, de lancer l'alerte sur comment des leaders politiques peuvent être tentés à exploiter le régionalisme pour des gains de pouvoir ou d'influence, au détriment d'une intégration sociétale authentique. La légitimité et acceptation universelle du BRICS passe par l'évaluation de ses fondements juridiques et économiques, pour les distinguer des mirages et projections, entre géants méconnus et tigres de papier.

10 Joseph S NYE JR. (2020). "Regionalism and Regional Orders in the 21st Century". *Global Policy*, 11(1), 5-13.

11 Toke AIDT et Martin GASSEBNER (2007), "Do autocratic states trade less?" Cambridge Economics Working Paper 0742, KOF Working Paper 175

1. UNE HISTOIRE EN EVOLUTION : BRICS OU EX-SGP?

En 25 juin, 1971, le Système Général de Préférences – SGP - fut créé, sans pourtant inclure ni la Chine, ni la Russie. Le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, parmi plus d'une centaine de pays, étaient des bénéficiaires de ce système de discrimination positive permettant des préférences tarifaires non réciproques, en bénéfice des pays en développement. Tout cela ne nuisait pas les règles de l'article I, de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce – GATT.

L'initiative du Système Général de Préférences (SGP), instaurée sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD)¹², se découlaient des discussions sur l'établissement d'un nouvel ordre économique international (NOEI). Les résolutions de l'ONU 3201 (S-VI), 3202 (S-VI) et 3281 (XXIX), adoptées en 1974 et qualifiées d'anti-occidentales par Samir Amin¹³, visaient un ordre économique plus inclusif d'un côté et ont permis qu'une nouvelle conscience sur le commerce international se développe.

Le SGP fut une initiative occidentale qui visait à accorder des avantages tarifaires non réciproques aux pays en développement, facilitant leur intégration dans l'économie mondiale. Ce mécanisme, conçu pour encourager les interactions économiques et éviter la formation d'un bloc anti-occidental dans leur quête d'accès au centre économique mondial, a connu un succès relatif sur plus de 50 ans. Certaines contraintes du projet, notamment des règles d'origine strictes ont eu des effets pervers sur les politiques commerciales.

Le SGP toucha des produits agricoles, textiles et même industriels, observant des critères stricts d'éligibilité, tel que le statut de pays en développement, le respect des droits humains et des règles d'origine. Il ne visait pas la création d'une communauté de pays, ou des blocs commerciaux. Le SGP a servi à créer une porte d'entrée privilégiée dans les pays importateurs pour les produits des pays en développement, se basant surtout sur ses avantages comparatifs et l'intention d'éviter leur dérive vers le bloc soviétique.

Le cadre préférentiel fut positif pour plusieurs nations, créant en revanche

12 Résolution 21(II) adoptée le 26 mars 1968 par l'UNCTAD, intitulée Generalized System of Preferences. Récupéré de https://unctad.org/system/files/official-document/td_xi_res_21ii_fr.pdf

13 Samir AMIN (1980). « Le nouvel ordre économique international : quel avenir ? ». Tiers-Monde, 21(81), 41-61.

un effet pervers assez critiqué, tel que bien indiqué par Özden-Reinhardt¹⁴. Les auteurs se sont penchés sur 154 pays en développement, sous une perspective nord-américaine en tant qu'importateur sous le régime du SGP. Leur conclusion fut que la majorité des pays bénéficiaires n'a pas tant profité du système, au moins selon les ambitions annoncées.

Dans leur article séminal, ils ont fait référence à la Banque Mondiale, qui mentionnant le système de préférences le qualifierai comme un *pacte faustien*, puisque le contrôle demeura dans le champ des pays importateurs (développés) avec peu d'incitatifs à une diversification par les pays cible du SGP. En effet, la conclusion trouvée par ces chercheurs indiqua que les pays bénéficiaires ont eu des avantages à court-terme, mais cela a limité la libéralisation de leurs marchés et leur intégration mondiale, créant un effet paradoxal.

L'aspect le plus contradictoire entourant le SGP ne serait pas juste le manque de perception incitative au commerce par plusieurs pays, mais la constatation que le système bénéficia plutôt les grands joueurs, laissant de côté les pays plus pauvres, légués à une périphérie insurmontable qui se perpétue, maintenant sous l'égide du BRICS puisque la Chine a réussi à concentrer un tiers de la production industrielle mondiale.

Cela nous induit à questionner si le BRICS, sous la pratique du SGP, ne pourrait pas être sa perpétuation, sous une optique que les géants du SGP se sont imposés sur les mêmes pays moins développés et dépendants lors de l'institution des préférences.

2. MEMBRES HETEROGENES, BENEFICES DOUTEUX

Les membres du BRICS sont très hétérogènes dans tous les sens : langues, culture, organisation sociale, politique et économique, priorités nationales et régionales, géographie, degré d'industrialisation, tradition juridique, état de droit et un tas d'autres caractéristiques.

Le leader des BRICS est certainement la Chine, un pays ayant expérimenté une phénoménale croissance économique accumulée d'environ

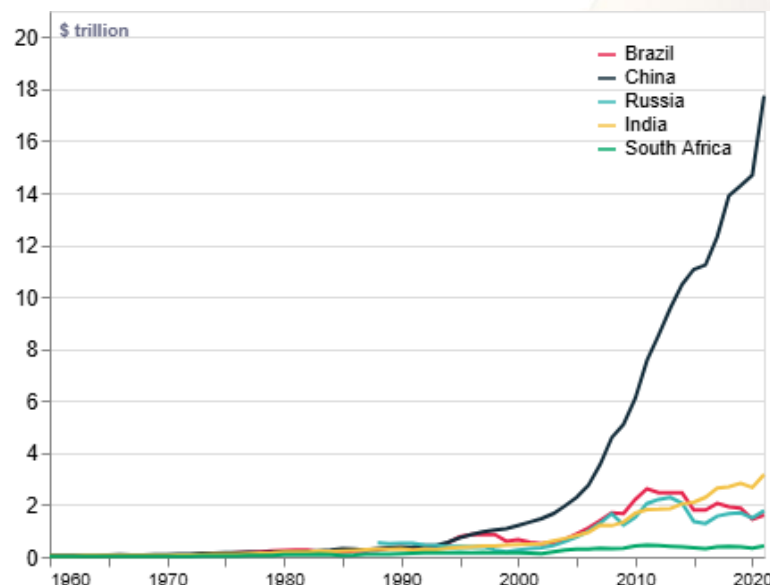
14 Çağlar ÖZDEN et Eric REINHARDT (2005). « The perversity of preferences: GSP and developing country trade policies, 1976–2000 ». Journal of Development Economics, 78(1), 1-21.

360% de 1990 à 2019. Son produit interne brut – PIB – de USD 18.000 milliards en 2022 est dix fois plus grand que celui de la Russie ou du Brésil.

Le magnétisme économique de la Chine pour les pays du BRICS est déterminant pour sa tendance naturelle de devenir l'hégémon dans le groupe, même si la Russie et l'Inde demeurent des puissances nucléaires et le Brésil garde sa position de *soft power* riche aux ressources naturelles¹⁵.

L'image 1 (source Banque Mondiale) indique la croissance du PIB de la Chine, bien plus accélérée que celles des autres membres du BRICS lui qualifiant à la position d'hégémon.

IMAGE 1



Une telle vigueur économique est le résultat de l'ouverture des marchés pour les produits chinois en conséquence non seulement du SGP, mais surtout par son accession à l'OMC. La délocalisation d'industries occidentales vers la Chine (et l'Asie dans une certaine mesure) fut le résultat de la conclusion de migration de la valeur ajoutée de la production de biens vers le commerce de services, la finance en tête, débutant vers la fin des années 1980¹⁶.

La Chine est devenue la locomotive du développement des pays du

15 François MONDIAL (2023) « BRICS : L'émergence d'Un Nouvel Ordre Mondial : Une Analyse Approfondie Des Cinq Puissances Émergentes - Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique Du Sud - et Leur Impact Sur L'avenir Mondial ».

16 Bien documenté et expliqué par Joseph STIGLITZ, (2003). The Roaring Nineties: Seeds of Destruction. New York: W.W. Norton & Company.

BRICS depuis que l'acronyme apparut. Une idée de réciprocité fut lancée et acceptée comme possible par les pays du BRICS, cependant André Brotto¹⁷ prouva que cette réciprocité – commerciale – fut, et demeure, un mythe.

Son étude prouva que la Chine s'impliqua dans l'import de matières premières des nations du BRICS, devenant leur grand partenaire, mais sans réciproquer. Aucune délocalisation notable de ses technologies et industries vers les partenaires du BRICS est digne de note. Bien au contraire : le Brésil a pris la voie inverse, se désindustrialisant dans un processus nommé re-primarisation économique, bien documenté selon David et André Carvalho¹⁸.

Les auteurs démontrent comment le Brésil s'est rendu moins compétitif dans la production industrielle et ajout de valeur dans le processus manufacturier, même après l'ouverture commerciale des années 1990 suite à la protection sectorielle des années militaires et la déviation de commerce promue par l'initiative du Mercosur.

Le fait que le Brésil n'a pas réussi à se moderniser technologiquement, ni à attirer l'investissement industriel étranger tel que la Chine, a fait de sorte que son secteur primaire, surtout agricole et exploration minérale, soit privilégié en détriment du manufacturier. Bénéficié par l'appétit chinois envers ses matières premières, énergisé par le mythe de la réciprocité, issue du BRICS, le Brésil importe de plus en plus des produits industrialisés.

3. BLOC ANTICYCLIQUE, NON-ALIGNE

À la suite de la crise de 2008, les pays du BRICS ont contribué à éviter l'effondrement économique mondiale. Étant des économies assez fermées et non totalement insérées dans les marchés financiers mondiaux, les pays du BRICS gardent restreinte la mobilité des capitaux, donnant importance à des banques d'État, ce qu'a résulté dans une protection contre les flux spéculatifs et une contagion¹⁹.

Le fait qu'ils n'ont pas suivi le désastre financier de 2008 a créé une

17 André BROTTTO (2023), China, Commodities & the Rest of the BRICS, Zeitgeist Series numéro 12, Global Trade Alert.

18 David CARVALHO et André CARVALHO (2011), "Desindustrialização e reprimarização da economia brasileira contemporânea num contexto de crise financeira global: conceitos e evidências", Revista Economia Ensaios, Uberlândia, 26(1), p. 35-64.

19 Cynthia ROBERTS, Leslie ARMIJO, Saori KATADA (2017) « The BRICS and Collective Financial Statecraft », Oxford University Press.

solution anticyclique importante soutenant l'économie mondiale et évitant un désastre comme un nouveau *Crash* qui pourrait répéter 1929, si le BRICS n'y était pas.

Ce phénomène donna aux membres du BRICS une voix contestatrice à la libéralisation surtout financière, comme bien noté par Petry et Nölke²⁰. À partir de cette conscience contestatrice, le BRICS a pris du vent dans les voiles pour devenir plus qu'un phénomène anticyclique économique ou financier: peut-être la voie alternative dont les adeptes de l'anticapitalisme rêvaient pendant la guerre froide pourrait se matérialiser autrement.

L'idée du non-alignement est apparue en 1955, pendant la Conférence de Bandoeng²¹, en Indonésie, organisée par Sukarno, comptant sur Nehru (de l'Inde) et Nasser (de l'Égypte), comprenant au total 29 pays asiatiques et africains visant à promouvoir leur coopération.

Le document fondateur du Mouvement des Non-Alignés (MNA), avec ses bases idéologiques, est apparu dans la Déclaration de Belgrade de 1961²². Cette conférence officielle des chefs d'État ou de gouvernement des pays soi-disant non-alignés c'est réalisé en Yougoslavie, se basant sur les énoncées des « Dix principes de Bandoeng ».

Même si le MNA se voulait contestataire aux blocs de la guerre froide, indiquant le non-alignement à aucun de ses pays, ils visaient exercer une influence dans les affaires mondiales, de façon coordonnée. Le bloc soviétique a utilisé cette opportunité pour élargir son champ d'action²³, mais pas de manière absolue et finalement en 1973, en raison de leur raisonnable développement, le MNA s'est vidé, même à 75 pays membres, à une conférence à Algiers en raison de la crise du pétrole et les ententes pour le désarmement nucléaire, d'entre autres.

Le rêve du non-alignement n'est pas disparu, tel qu'indiqué dans le

20 Johannes PETRY et Andreas NÖLKE (2024) "BRICS and the Global Financial Order: Liberalism Contested?", Cambridge University Press, surtout le Chapitre 3

21 Conférence Afro-Asiatique. (1955). Final Communiqué of the Asian-African Conference of Bandung. Bandung. Récupéré de http://www.cvce.eu/obj/final_communique_of_the_asian_african_conference_of_bandung_24_april_1955-en-676237bd-72f7-471f-949a-88b6ae513585.html

22 Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés. (1961). Declaration of the First Conference of Heads of State or Government of Non-Aligned Countries. Belgrade. Récupéré de http://cns.miis.edu/nam/documents/Official_Document/1st_Summit_Declaration_Belgrade_1961.pdf

23 Lorenz Lüthi (2016), « The non-alignment movement and the Cold War, 1961-1973, Journal of Cold War Studies, Vol 18, N. 4, p. 98-147.

discours d'Indira Gandhi, le 6 septembre 1973, à Algiers. Elle avait reconnu le recul de la guerre froide, mais insista en la libération - surtout politique - des peuples d'Afrique, Asie, Amérique Latine et des Caraïbes. Son discours misait sur le besoin d'organiser ses pays à l'interne, les préparant au développement.

De cette période à nos jours, après le lancement de l'idée du BRICS et la montée surtout de la Chine dans la scène économique mondiale, le concept d'un Sud Mondial, ou Sud Global, a gagné espace. Le chef de l'OMC déclara la fin du consensus de Washington en 2006²⁴. Acharya²⁵ et d'autres auteurs commencèrent à nommer le nouveau rêve de réalité comme étant la fin de l'ordre américaine dans le monde, qui serait *multiplex*.

Acharya indiqua qu'il serait difficile de prévoir quel serait le nouvel ordre sans « l'hégémonie libérale des États-Unis de L'Amérique », peut-être laissant espace à une croissante influence chinoise bénigne se basant sur un sens de supériorité et hiérarchie sans les concepts de souveraineté, territorialité ou état-nation. Même si la prévision de l'auteur (et de plusieurs autres analystes dans les années 2010) que la Chine deviendrait une économie plus grande que les EEUU en 2016, l'exercice d'imaginer un nouvel ordre résiste et inspire l'imaginaire des BRICS. D'autres auteurs comme Cox²⁶ ont pris la même idée interprétative en vogue à l'époque, où l'Occident serait remplacé se basant sur la lecture du moment économique.

De façon plus réaliste et récente, Nuruzzaman²⁷ clarifie que les BRICS ne posent pas grand risque à l'occident, en raison de son hétérogénéité et des problèmes importants au sein de chacun de ces pays. Cela s'explique par la vague protectionniste prise après la crise de 2008.

L'image 2, tirée du Global Trade Report de 2017, indique les mesures protectionnistes croissantes visant à défendre des économies nationales, menant au dé-multilatéralisme nationaliste, avec des conséquences fondamentales pour le dessin de la gouvernance mondiale.

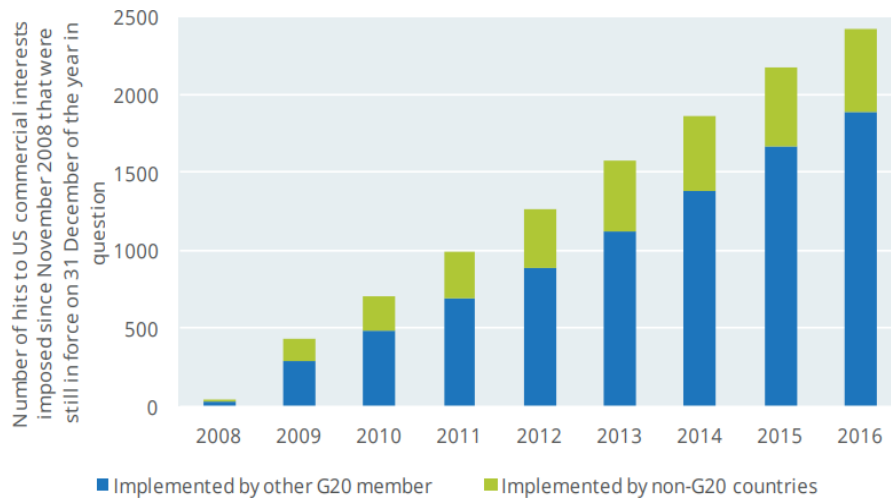
24 https://www.wto.org/english/news_e/sppl_e/sppl45_e.htm

25 Amitav ACHARYA (2014), "The end of American World Order", Polity.

26 Michael COX (2012), "Power shifts, economic change and the decline of the West", Sage Journals, Vol 26 (4).

27 Mohammed NURUZZAMAN (2020), "Why BRICS is no threat to the post-war liberal world order", Sage Journals, Vol 57 (1).

IMAGE 2



Ensuite, la pandémie cause par le virus de la COVID a accéléré le sentiment nationaliste issue de la protection sanitaire, changeant la vitesse de croissance des pays et du multilatéralisme.

En ce sens, il faut noter la prévalence du paradigme du groupe minimal, source du tribalisme qui marque toutes les organisations sociales, dont le protectionnisme après une grande ouverture globale.

Selon les études célèbres de Tajfel, Billig, Bundy et Flament²⁸, la simple perception d'appartenir à deux groupes distincts est suffisante pour déclencher une discrimination intergroupe en faveur du groupe d'appartenance. Cette idée avait uni, d'une certaine façon, les membres du MNA, ainsi qu'elle sert d'inspiration aux membres du BRICS à partir du moment où ils pensent pouvoir influencer l'ordre mondiale.

De la même façon, le concept tribal fait de sorte que l'occident, en se sentant menacé par un nouvel ordre mondial mené par des pays du BRICS, surtout par la Chine, s'unissent pour essayer de contrôler le processus intégrateur.

CONCLUSION

La rencontre du BRICS au Brésil, en juillet 2025, fut frustrante en vertu de l'absence des dignitaires chinois, indien, iranien et russe. Le Président Poutine n

28 Henri TAJFEL, M. BILLIG, R. BUNDY et Claude FLAMENT, « Social categorization and intergroup behaviour », European Journal of Social Psychology, 1971.

ý est pas allé en raison d'un ordre de l'Interpol²⁹ pour des crimes de guerre en Ukraine, incluant le kidnapping the 19 mil enfants et adolescents ukrainiens.

Plusieurs analystes examinèrent le résultat de la rencontre échouée comme un indicatif que le BRICS était devenu un bloc où l'harmonie et un but commun manquait. Trop idéologique, ce bloc pourrait ne pas ajouter au commerce ou au développement économique intra-groupe, pouvant même indiquer que le principal intérêt de la Chine serait d'affaiblir le dollar pour le commerce international, pour remplacer cette monnaie par sa propre, le Yuan.

Pour la Russie, le bloc ne servirait que pour contourner les sanctions internationales des démocraties occidentales que touchent le régime Poutine, due à l'invasion de l'Ukraine³⁰ ce qui fait de sorte que plusieurs décideurs brésiliens dénoncent l'alignement de son président aux dictateurs et régimes autoritaires, les légitimant.

Le BRICS ne semblerait pas à un bras où la continuité du MNA, mais plutôt une copie malsaine du Pacte de Varsovie, crée en opposition à l'OTAN au sommet de la guerre froide. Même si cela peut paraître exagéré, le propos de défier l'hégémonie financière occidentale, surtout des EEUU, semble provocatif et polarisateur, ce qui n'entraîne pas des résultats. Bien au contraire, cela entraîna des conséquences comme la guerre tarifaire, lancée par le gouvernement des EEUU en 2025 non seulement contre les pays du BRICS.

La *Déclaration du Rio de Janeiro* du BRICS³¹, du 6 juillet 2025, a réitéré la proposition de réforme de l'Organisation des Nations Unies pour inclure les pays du BRICS et de l'Afrique dans son Conseil de Sécurité. Cependant, la même déclaration a ignoré la menace génocidaire nucléaire iranienne³² détruite par un ensemble militaire formé par Israël, les États-Unis et des nations voisines le mois précèdent.

29 <https://www.icc-cpi.int/fr/news/situation-en-ukraine-les-juges-de-la-cpi-delivrent-des-mandats-darret-contre-vladimir>

30 <https://www.gazetadopovo.com.br/republica/ideologia-do-governo-lula-explica-por-que-brasil-se-mantem-no-brics/>

31 <http://brics.br/pt-br/documentos/documentos-da-presidencia-brasileira/250706-brics-declaracao-de-lideres-ptbr.pdf/@download/file>

32 <https://g7.canada.ca/en/news-and-media/news/g7-leaders-statement-on-recent-developments-between-israel-and-iran/>